

Gouvernement: l'été, tous les coups sont permis !

Alors que notre pays étouffe sous des épisodes de canicule toujours plus fréquents et que les incendies ravagent des milliers d'hectares de forêt, le gouvernement profite de l'été pour s'attaquer une nouvelle fois à notre protection sociale.

Sa cible: les assuré·es sociaux.

Deux projets de décrets vont être soumis au Conseil d'administration de la CNAM, qui ne dispose que d'un avis consultatif.

Le premier prévoit d'accélérer le déremboursement de certains médicaments, des transports sanitaires et des consultations chez les chirurgiens-dentistes.

Le second vise à doubler les plafonds des participations forfaitaires et des franchises médicales fixés chacun à 50 € par an. Les plafonds passeraient donc à 100 € chacun, soit un reste à charge pouvant atteindre 200 € pour les assuré·es sociaux.

Une fois encore, la facture sera présentée aux malades, aux retraité·es, aux personnes âgées et plus largement à tous les assuré·es sociaux.

Pour le gouvernement, il s'agit de faire des économies. Pour des millions de personnes, cela signifiera surtout devoir payer davantage pour se soigner ou renoncer aux soins faute de moyens.

Les chiffres sont pourtant alarmants. Selon un sondage réalisé pour la Fédération hospitalière de France, 80 % des Français déclarent avoir déjà renoncé à au moins un soin en 2025, dont près de la moitié en raison d'un coût trop élevé ou d'un remboursement insuffisant.

Plutôt que de répondre à cette urgence sociale, le gouvernement choisit d'aggraver encore la situation.

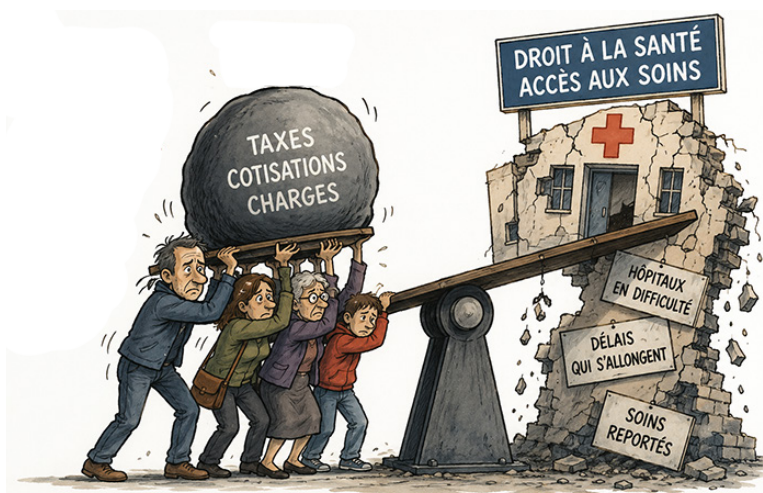
Les retraité·es seront parmi les premier·es touché·es. Avec l'âge, les besoins en soins augmentent naturellement. Pourtant, au lieu de garantir un meilleur accès aux soins, l'exécutif organise un nouveau transfert des dépenses de santé.

Les complémentaires santé trouveront là un prétexte de plus pour augmenter leurs cotisations. Une situation insupportable quand on sait que plus de 1,6 million de retraité·es ont déjà renoncé à une complémentaire santé en raison de son coût.

Pendant ce temps, les pensions stagnent, le pouvoir d'achat recule et les restes à charge augmentent.

À force de faire payer les mêmes, c'est le droit à la santé et l'accès aux soins qui sont remis en cause.

Le gouvernement prétend réaliser plusieurs milliards d'euros d'économies à partir du 1^{er} janvier 2027. Mais chacun sait que le renoncement aux soins entraîne à terme une aggra-



vation des pathologies, davantage d'hospitalisations et des coûts encore plus importants pour la collectivité.

La Sécurité sociale ne souffre pas d'un excès de dépenses. Les assuré·es sociaux ne se soignent pas par confort ou par plaisir. Elles et ils se soignent parce qu'elles et ils en ont besoin.

Le véritable problème réside dans le manque de recettes. Comment accepter que près de 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales soient accordées chaque année aux entreprises tandis que l'on demande toujours plus d'efforts aux retraité·es, aux salarié·es et aux malades ?

L'argent existe. La question est celle de son utilisation et de son partage.

NOUS REFUSONS une société où l'on sacrifie la santé, la protection sociale et les services publics, au nom de l'austérité.

NOUS REFUSONS que les retraité·es, les malades et les familles soient une nouvelle fois mis à contribution.

NOUS REFUSONS que l'accès aux soins devienne un privilège réservé à celles et ceux qui en ont les moyens.

AU CONTRAIRE, NOUS EXIGEONS :

- le maintien et le renforcement du remboursement des soins,
- une Sécurité sociale financée à la hauteur des besoins de la population,
- le développement des services publics de santé
- une véritable politique de justice sociale et de solidarité.

La Sécurité sociale est notre bien commun. Elle n'est ni une charge ni un coût : elle est un investissement dans la dignité, la santé et l'égalité.

MOBILISONS-NOUS !

Le 21 septembre 2026,
manifestons pour un monde de paix, de solidarité et de fraternité.

Les 14 octobre et 19 novembre 2026,
agissons massivement pour la revalorisation de nos pensions et retraites,
pour le développement des services publics et pour la défense
de la Sécurité sociale.

**ENSEMBLE, REFUSONS LES RECULS SOCIAUX
ET DÉFENDONS NOS DROITS !**

Orga :

Lieu :

Heure :

